

Projet de loi 13

Loi modifiant la *Loi sur l'éducation* en ce qui a trait à l'intimidation et à d'autres questions

| Clause | Nature de la modification | Modification à la <i>Loi sur l'éducation</i> |
|---|---|--|
| Article 1 - Définition de « intimidation » | | |
| 1 (1) | Le paragraphe 1 (1) est modifié par <u>adjonction</u> de la définition suivante : | <p>1.(1) Dans la présente Loi et des règlements, sauf disposition contraire de la loi ou du règlement...</p> <p>« intimidation » veut dire un comportement agressif et généralement répété d'un élève envers une autre personne qui, à la fois,</p> <ul style="list-style-type: none">(a) a pour but, ou dont l'élève devrait savoir qu'il aura vraisemblablement cet effet :<ul style="list-style-type: none">(i) soit de causer à la personne un préjudice, de la peur ou de la détresse, y compris un préjudice corporel, psychologique, social ou scolaire, un préjudice à la réputation ou un préjudice matériel,(ii) soit de créer un climat négatif pour la personne à l'école;(b) se produit dans un contexte de déséquilibre de pouvoirs, réel ou perçu, entre l'élève et l'autre personne, selon des facteurs tels que la taille, la force, l'âge, l'intelligence, le pouvoir des pairs, la situation économique, le statut social, la religion, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, la situation familiale, le sexe, l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle, la race, le handicap ou des besoins particuliers. (« bullying ») |
| 1 (2) | L'article 1 est modifié par <u>adjonction</u> des paragraphes suivants : | <p>(1.0.0.1) On entend en outre par comportement, pour l'application de la définition de « intimidation » au paragraphe (1), le recours à des moyens physiques, verbaux, électroniques, écrits ou autres.</p> <p>Cyberintimidation</p> <p>(1.0.0.2) On entend en outre par intimidation, pour l'application de la définition de « intimidation » au paragraphe (1), l'intimidation par des moyens électroniques (communément appelée cyberintimidation), notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La création d'une page Web ou d'un blogue dans lequel le créateur usurpe l'identité d'une autre personne;b) Le fait de faire passer une autre personne comme l'auteur de renseignements ou de messages affichés sur Internet; |

c) La communication électronique d'éléments d'information à plus d'une personne ou leur affichage sur un site Web auquel une ou plusieurs personnes ont accès.

Article 2 – Équité et éducation inclusive

| | | |
|-------|--|---|
| 2 (1) | Le disposition 29.1 du paragraphe 8 (1) est <u>abrogée</u> et <u>remplacée</u> par ce qui suit : | <p>8. (1) Le ministre peut... Équité et éducation inclusive 29.1 exiger des conseils qu'ils élaborent et mettent en œuvre une politique d'équité et d'éducation inclusive et, si le ministre l'exige, qu'ils lui soumettent cette politique et y apportent les modifications qu'il ordonne;</p> |
|-------|--|---|

| | | |
|-------|--|--|
| 2 (2) | Le paragraphe 8 (1) est modifié par <u>adjonction</u> de la disposition suivante : | <p>8. (1) Le ministre peut... Sondages visés au par. 169.1 (2.1) 31. établir des politiques et des lignes directrices concernant les sondages visés au paragraphe 169.1 (2.1);</p> |
|-------|--|--|

Article 3 – Promotion de l'anti-intimidation et un climat scolaire positif

| | | |
|-------|--|--|
| 3 (1) | Le paragraphe 169.1 (10 est modifié par <u>adjonction</u> des alinéas suivants : | <p>Responsabilité du Conseil pour la réussite des élèves et la gestion efficace des ressources 169.1 (1) Chaque conseil doit... (a.1) promouvoir un climat scolaire positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés, sans égard à la race, à l'origine ethnique, à la citoyenneté, à la croyance, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité sexuelle, à l'expression de l'identité sexuelle, à l'âge, à l'état matrimonial, à l'état familial ou au handicap; (a.2) promouvoir la prévention de l'intimidation; (d) développer et maintenir des politiques et des structures organisationnelles qui, (i) promouvoir les objectifs mentionnés aux alinéas (a) à (c), et, (ii) encourager les élèves à poursuivre leurs objectifs éducatifs; (e) suivre et évaluer l'efficacité des politiques élaborées par le conseil en vertu du paragraphe (d) dans la réalisation des objectifs du conseil et de l'efficacité de la mise en œuvre de ces politiques ...</p> |
|-------|--|--|

| | | |
|-------|--|--|
| 3 (2) | Le paragraphe 169.1 est modifié par <u>adjonction</u> des paragraphes suivants : | <p>Sondages sur le climat scolaire (2.1) Pour s'acquitter des fonctions que lui attribue l'alinéa (1) e) quant à l'efficacité des politiques qu'il élabore pour promouvoir les objectifs visés aux alinéas (1) a.1) et a.2), chaque conseil doit effectuer des sondages pour recueillir des renseignements auprès de ses élèves, des membres de son personnel et des parents et tuteurs de ses élèves, au moins une fois tous les deux ans, conformément aux politiques et aux lignes directrices établies en vertu de la disposition 31 du paragraphe 8 (1). Idem</p> |
|-------|--|--|

| | | |
|---|--|--|
| | | (2.2) Lorsqu'il recueille des renseignements en application du paragraphe (2.1), le conseil ne doit pas recueillir de nom ni de numéro d'identification, de symbole ou d'autre signe individuel attribué à une personne. |
| Article 3.1 – Programmes de perfectionnement professionnel | | |
| 3.1 | Le paragraphe 170 (1) est modifié par <u>adjonction</u> de la disposition suivante : | <p>170. (1) Chaque conseil doit...</p> <p>Programmes de perfectionnement professionnel : intimidation et climat scolaire</p> <p>7.1 créer et offrir des programmes annuels de perfectionnement professionnel afin d'informer les enseignants et les autres membres du personnel du conseil à propos de la prévention de l'intimidation et des stratégies visant à favoriser un climat scolaire positif;</p> |
| Article 3.2 – Intimidation : Interventions et soutiens | | |
| 3.2 | Le paragraphe 170 (1) est modifié par <u>adjonction</u> de la disposition suivante : | <p>170.1 (1) Chaque conseil doit...</p> <p>Programmes, interventions et autres soutiens : intimidation</p> <p>7.2 fournir des programmes, des interventions ou d'autres soutiens aux élèves qui ont été intimidés, à ceux qui ont été témoins d'incidents d'intimidation et à ceux qui ont pratiqué l'intimidation, ces programmes, interventions et autres soutiens pouvant être fournis par des travailleurs sociaux, des psychologues ou d'autres professionnels formés dans des domaines similaires, selon ce que décide le conseil;</p> |
| Article 4 – Objets de partie XIII | | |
| 4 | La <i>Loi</i> est modifiée par <u>adjonction</u> de l'article suivant : | <p>PARTIE XIII – LE COMPORTEMENT, LA DISCIPLINE ET LA SÉCURITÉ</p> <p>Objet</p> <p>300.0.1 La présente partie a notamment pour objet ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Créer en Ontario des écoles sécuritaires et inclusives où tous les élèves se sentent acceptés. 2. Favoriser un climat scolaire positif et prévenir les comportements inappropriés, notamment l'intimidation, l'agression sexuelle, la violence sexiste et les incidents fondés sur l'homophobie, la transphobie ou la biphobie. 3. Traiter des comportements inappropriés chez les élèves et promouvoir l'intervention précoce. 4. Fournir un soutien aux élèves qui sont touchés par les comportements inappropriés d'autres élèves. 5. Mettre en place une démarche disciplinaire qui favorise des comportements positifs et qui emploie des mesures – notamment des conséquences et des soutiens appropriés pour les élèves – pour réagir aux comportements inappropriés. 6. Fournir aux élèves un milieu d'apprentissage sécuritaire. |
| Article 5 – Semaine de la sensibilisation à l'intimidation et de la prévention | | |
| 5 | La <i>Loi</i> est modifiée par <u>adjonction</u> de l'article suivant : | <p>SEMAINE DE LA SENSIBILISATION À L'INTIMIDATION ET DE LA PRÉVENTION</p> <p>300.0.2 (1) La semaine qui commence le troisième dimanche de novembre de chaque année est proclamée</p> |

| | | |
|---|---|--|
| | | <p>Semaine de la sensibilisation à l'intimidation et de la prévention.</p> <p>Idem : objet</p> <p>(2) Le paragraphe (1) a pour objet de promouvoir la sensibilisation à l'intimidation et à ses conséquences au sein de la communauté scolaire ainsi que la compréhension de ces réalités.</p> |
| Article 6 – Obligation d'enquêter sur l'inconduite | | |
| 6 (1) | L'article 300.2 est modifié par <u>suppression</u> de la disposition suivante : | <p>RAPPORT À LA DIRECTION D'ÉCOLE</p> <p>300.2 Un employé du conseil qui apprend qu'un élève d'une école du conseil peut s'être livré à une activité visée au paragraphe 306 (1) ou 310 (1) doit, dès qu'il est raisonnablement possible de le faire, le rapporter à la direction d'école.</p> |
| 6 (2) | L'article 300.2 est modifié par <u>adjonction</u> des paragraphes suivants : | <p>Idem</p> <p>(2) L'employé fait rapport à la direction d'école dès qu'il est raisonnablement possible de le faire ou dans l'autre délai qui précisent les politiques ou les lignes directrices, le cas échéant.</p> <p>Enquête de la direction d'école</p> <p>(3) La direction d'école enquête sur toute question dont il lui fait rapport en application du paragraphe (1).</p> <p>Communication des résultats à l'auteur de rapport</p> <p>(4) Après avoir enquêté sur une question dont il lui a été fait rapport en application du paragraphe (1), la direction d'école communique les résultats de son enquête :</p> <p>a) si l'auteur du rapport est un enseignant, à cet enseignant;</p> <p>b) si l'auteur du rapport est un employé qui n'est pas un enseignant, à cet employé, sauf si le directeur d'école estime qu'il ne serait pas approprié de le faire.</p> <p>Idem</p> <p>(5) La direction d'école ne doit pas divulguer plus de renseignements personnels en application du paragraphe (4) qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour communiquer les résultats de l'enquête.</p> |
| Article 6.1 – Obligation d'aviser le parent/tuteur | | |
| 6.1 (1) | Le paragraphe 300.3 (1) est <u>abrogé</u> et <u>remplacé</u> par ce qui suit : | <p>AVIS AU PÈRE, À LA MÈRE OU AU TUTEUR</p> <p>300.3 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), si la direction d'école croit qu'un élève de l'école a subi un préjudice par suite d'une activité visée au paragraphe 306 (1) ou 310 (1), il en avise, dès qu'il est raisonnablement possible de le faire :</p> <p>a) le père, la mère ou le tuteur de l'élève dont le directeur croit qu'il a subi un préjudice;</p> <p>b) le père, la mère ou le tuteur de tout élève de l'école dont le directeur croit qu'il s'est livré à l'activité ayant causé le préjudice.</p> |
| 6.1 (2) | Le paragraphe 300.3 (4) est <u>abrogé</u> et <u>remplacé</u> par ce que suit : | <p>AVIS AU PÈRE, À LA MÈRE OU AU TUTEUR</p> <p>Idem</p> |

| | | |
|--|--|---|
| | | <p>(4) Lorsqu'il avise le père, la mère ou le tuteur d'un élève en application de l'alinéa (1) a), la direction d'école divulgue ce qui suit :</p> <p>a) la nature de l'activité ayant causé un préjudice à l'élève;</p> <p>b) la nature du préjudice causé à l'élève;</p> <p>c) les mesures prises pour protéger la sécurité de l'élève, y compris la nature des mesures disciplinaires prises en réponse à l'activité;</p> <p>d) les soutiens qui seront fournis à l'élève en réponse au préjudice causé par l'activité.</p> |
| 6.1 (3) | Le paragraphe 300.3 (5) est modifié par <u>remplacement</u> de « en application du présent article » par ce qui suit : | <p>Idem</p> <p>(5) Lorsqu'il avise le père, la mère ou le tuteur, en application du présent article d'un élève en application de l'alinéa (1) a), la direction d'école ne doit pas divulguer le nom de l'élève qui a subi un préjudice par suite de l'activité ni d'autres renseignements identificatoires ou personnels à son sujet, sauf dans la mesure où cela est nécessaire pour se conformer au paragraphe (6).</p> |
| 6.1 (4) | Le paragraphe 300.3 est modifié par <u>adjonction</u> de la disposition suivante : | <p>Idem</p> <p>(6) Lorsqu'il avise le père, la mère ou le tuteur d'un élève en application de l'alinéa (1) b), la direction d'école divulgue ce qui suit :</p> <p>a) la nature de l'activité ayant causé un préjudice à l'autre élève;</p> <p>b) la nature du préjudice causé à l'autre élève;</p> <p>c) la nature des mesures disciplinaires prises en réponse à l'activité;</p> <p>d) les soutiens qui seront fournis à l'élève en réponse à sa participation à l'activité.</p> <p>Idem</p> <p>(7) Lorsqu'il avise le père, la mère ou le tuteur d'un élève en application de l'alinéa (1) a), la direction d'école ne doit pas divulguer le nom de l'élève qui a subi un préjudice par suite de l'activité ni d'autres renseignements identificatoires ou personnels à son sujet, sauf dans la mesure où cela est nécessaire pour se conformer au paragraphe (6).</p> <p>Droit du père ou de la mère d'avoir une discussion</p> <p>(8) Lorsqu'il avise un père, une mère ou un tuteur en application du présent article, la direction d'école l'invite à avoir avec lui une discussion à propos des soutiens qui seront fournis à son enfant.</p> |
| Article 7 – Utilisation des écoles; politiques et lignes directrices ministérielles | | |
| 7 (1) | Le paragraphe 301 (2) est modifié par <u>adjonction</u> de la disposition suivante : | <p>301. (1) Le ministre peut établir un code de conduite régissant le comportement de toutes les personnes dans les écoles.</p> <p>(2) Ce qui suit sont les objectifs de ce code de conduite...</p> <p>7. Prévenir l'intimidation dans les écoles.</p> |
| 7 (2) | L'article 301 est modifié par | <p>Ententes avec des tiers pour l'utilisation des écoles</p> <p>(3.1) Le conseil qui conclut une entente avec une autre personne ou entité, à l'exclusion d'un conseil, pour</p> |

| | | |
|-------|--|--|
| | <u>adjonction</u> du paragraphe suivant : | l'utilisation d'une école qui relève de lui y inclut une exigence voulant que la personne ou l'entité respecte des normes qui sont compatibles avec le code de conduite. |
| 7 (3) | Le paragraphe 301 (6) est <u>abrogé</u> et <u>remplacé</u> par ce qui suit : | <p>CODE DE CONDUITE PROVINCIAL... Idem : mesures disciplinaires</p> <p>(6) Le ministre doit établir des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires, notamment des politiques et des lignes directrices traitant de ce qui suit :</p> <p>a) l'utilisation de mesures disciplinaires s'inscrivant dans un cadre qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) définit les comportements d'élèves qui sont inappropriés, notamment – sans exclure des comportements moins graves – l'intimidation, l'agression sexuelle, la violence sexiste et les incidents fondés sur l'homophobie, la transphobie ou la biphobie, (ii) prévoit des conséquences appropriées pour les élèves qui se livrent à des comportements inappropriés, (iii) prévoit des conséquences progressivement plus sévères pour des comportements inappropriés répétés ou plus graves, (iv) fournit un soutien aussi bien aux élèves qui sont touchés par des comportements inappropriés qu'à ceux qui se livrent à de tels comportements afin de les aider à établir des relations saines, à faire de bons choix, à poursuivre leur apprentissage et à réussir, (v) prévoit des stratégies de prévention, (vi) prévoit des stratégies d'intervention précoce et continue; <p>b) des occasions, pour tous les élèves, leurs parents et tuteurs ainsi que tous les enseignants et autres membres du personnel d'une école, d'accroître leur compréhension des comportements inappropriés chez les élèves et leur sensibilisation à ces comportements;</p> <p>c) des occasions, pour tous les enseignants et autres membres du personnel d'une école, d'accroître leurs capacité à réagir aux comportements inappropriés des élèves;</p> <p>d) la formation de tous les enseignants et autres membres du personnel;</p> <p>e) des procédures pour réagir de façon appropriée et opportune aux comportements inappropriés;</p> <p>f) des ressources pour soutenir les élèves touchés par des comportements inappropriés;</p> <p>h) un processus que les parents ou tuteurs des élèves visés à l'alinéa f) ou g) peuvent suivre s'ils ont des préoccupations quant au soutien fourni à leur enfant.</p> |
| 7 (4) | L'article 301 est modifié par <u>adjonction</u> des paragraphes suivants : | <p>CODE DE CONDUITE PROVINCIAL... Idem : intimidation</p> <p>(7.1) Le ministre doit établir des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles, notamment des politiques et des lignes</p> |

| | | |
|--|--|--|
| | | <p>directrices traitant de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la formation de tous les enseignants et autres membres du personnel; b) des ressources pour soutenir les élèves qui ont été intimidés; c) des stratégies pour soutenir les élèves qui sont témoins d'incidents d'intimidation; d) des ressources pour soutenir les élèves qui ont pratiqué l'intimidation; e) des procédures permettant aux élèves de signaler les incidents d'intimidation en toute sécurité et d'une façon qui réduit au minimum les risques de représailles; f) les procédures permettant aux parents et tuteurs et aux autres personnes de signaler les incidents d'intimidation; g) l'utilisation de mesures disciplinaires s'inscrivant dans le cadre visé à l'alinéa (6) a) en cas d'intimidation; h) des procédures pour réagir de façon appropriée et opportune à l'intimidation; i) les questions qui doivent être traitées dans les plans de prévention et d'intervention en matière d'intimidation établis par les conseils en application de l'article 303.3. <p>Idem : collecte de renseignements</p> <p>(7.2) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices exigeant des conseils qu'ils recueillent les renseignements déterminés concernant le comportement, les mesures disciplinaires et la sécurité dans les écoles.</p> <p>Idem : rapports visés à l'art. 314.5</p> <p>(7.3) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices relatives aux rapports exigés par le paragraphe 314.5 (1), notamment des politiques et des lignes directrices traitant de la forme et du contenu des rapports et des moments où ils doivent être présentés.</p> <p>Approbation et modifications : politiques et lignes directrices des conseils</p> <p>(11) Le ministre peut exiger des conseils qu'ils lui soumettent toute politique ou ligne directrice établie en application de l'article 302 et y apportent les modifications qu'il ordonne.</p> |
| Article 8 – Politiques et lignes directrices du Conseil | | |
| 8 (1) | Le paragraphe 302 (2) est <u>abrogé</u> et <u>remplacé</u> par ce qui suit : | <p>POLITIQUES ET LIGNES DIRECTRICES DU CONSEIL</p> <p>DÉLÉGATION PAR LES DIRECTIONS D'ÉCOLE...</p> <p>Idem : mesures disciplinaires</p> <p>(2) Chaque conseil établit des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves. Ces politiques et lignes directrices doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) être compatibles avec la présente partie et avec celles qu'établit le ministre en vertu de l'article 301; b) traiter de toutes les questions visées aux alinéas 301 (6) a) à h); |

| | | |
|--|---|--|
| | | c) traiter des autres questions et comporter les autres exigences que précise le ministre. |
| 8 (2) | L'article 302 est modifié par <u>adjonction</u> du paragraphe suivant : | <p>POLITIQUES ET LIGNES DIRECTRICES DU CONSEIL</p> <p>DÉLÉGATION PAR LES DIRECTIONS D'ÉCOLE...</p> <p>Idem : intimidation</p> <p>(3.4) Chaque conseil doit établir des politiques et des lignes directrices relatives à la prévention et à l'intervention en matière d'intimidation dans les écoles. Ces politiques et lignes directrices doivent :</p> <ol style="list-style-type: none"> être compatibles avec celles qu'établit le ministre en vertu de l'article 301; traiter de toutes les questions visées aux alinéas 301 (7.1) a) à h); traiter des autres questions et comporter les autres exigences que précise le ministre. |
| Article 9 – Organisations dirigées par les élèves | | |
| 9 | La <i>Loi</i> est modifiée par <u>adjonction</u> de l'article suivant : | <p>APPUI DU CONSEIL POUR CERTAINES ACTIVITÉS ET ORGANISATIONS D'ÉLÈVES</p> <p>303.1 (1) Chaque conseil appuie les élèves qui désirent mettre sur pied et diriger des activités ou des organisations qui favorisent un milieu d'apprentissage sécuritaire et inclusif, l'acceptation et le respect des autres ainsi que la création d'un climat scolaire positif, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> des activités ou des organisations qui encouragent l'équité entre les sexes; des activités ou des organisations qui encouragent la lutte contre le racisme; des activités ou des organisations qui encouragent la sensibilisation aux personnes handicapées, la compréhension de leur situation et le respect à leur égard; des activités ou des organisation qui encouragent la sensibilisation aux personnes de toutes orientations et identités sexuelles – y compris les organisations portant le nom « alliance gai-hétéro » ou un autre nom - , la compréhension de leur situation et le respect à leur égard. <p>Idem : alliance gai-hétéro</p> <p>(2) Il est entendu que ni le conseil ni le directeur d'école ne doit refuser à un élève le droit d'utiliser le nom « alliance gai-hétéro » ou un nom similaire pour une organisation visée à l'alinéa (1) d).</p> <p>Idem : interprétation</p> <p>(3) Le présent article n'a pas pour effet d'exiger du conseil qu'il appuie la mise sur pied d'une activité ou d'une organisation dans une école sauf si au moins un élève veut la mettre sur pied et la diriger.</p> <p>Nom suggérant l'inclusion et la tolérance</p> <p>(4) Le nom d'une activité ou d'une organisation visée au paragraphe (1) doit être compatible avec la promotion d'un climat positif qui soit inclusif et où tous les élèves se sentent acceptés.</p> <p>Idem</p> <p>(5) Le conseil se conforme au présent article d'une façon qui ne porte pas atteinte à tout droit d'un élève garanti par la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i>.</p> |

| Article 9.1 – Plan d’intervention en matière d’intimidation | | |
|---|--|--|
| 9.1 | La <i>Loi</i> est modifiée par <u>adjonction</u> des articles suivants : | <p>PLAN PROVINCIAL TYPE DE PRÉVENTION ET D’INTERVENTION EN MATIÈRE D’INTIMIDATION</p> <p>303.2 (1) Le ministre doit élaborer un plan type de prévention et d’intervention en matière d’intimidation afin d’aider les conseils à établir leur propre plan en application de l’article 303.3.</p> <p>Communication aux conseils</p> <p>(2) Le ministre doit mettre le plan type de prévention et d’intervention en matière d’intimidation à la disposition de chaque conseil.</p> <p>Plan de prévention et d’intervention en matière d’intimidation du conseil</p> <p>303.3 (1) Chaque conseil doit établir un plan de prévention et d’intervention en matière d’intimidation pour ses écoles et exige qu’elles le mettent en œuvre.</p> <p>Contenu du plan</p> <p>(2) Le plan de prévention et d’intervention en matière d’intimidation traite de toute question précisée dans les politiques ou lignes directrices établies en vertu de l’alinéa 301 (7.1) i).</p> <p>Consultation</p> <p>(3) Lorsqu’il établit le plan de prévention et d’intervention en matière d’intimidation, le conseil doit solliciter les vues des élèves, des enseignants et du personnel du conseil, des bénévoles qui travaillent dans les écoles, des parents et tuteurs des élèves, des conseils d’école et du public.</p> <p>Communication des plans par le conseil</p> <p>(4) Le conseil doit mettre son plan de prévention et d’intervention en matière d’intimidation à la disposition du public en l’affichant sur son site Web ou, s’il n’en a pas, d’une autre façon qu’il estime appropriée.</p> <p>Idem : directeur d’école</p> <p>(5) Le directeur d’une école doit mettre le plan de prévention et d’intervention en matière d’intimidation du conseil à la disposition du public en l’affichant sur le site Web de l’école ou, si elle n’en a pas, d’une autre façon que le directeur estime appropriée.</p> <p>Examen du plan</p> <p>(6) Le conseil doit examiner périodiquement son plan de prévention et d’intervention en matière d’intimidation; ce faisant, il doit solliciter les vues des personnes indiquées au paragraphe (3).</p> |
| Article 10 - Suspensions | | |
| 10 | Le paragraphe 310 (1) est modifié par <u>adjonction</u> des dispositions suivantes : | <p>ACTIVITÉS MENANT À LA SUSPENSION</p> <p>310. (1) Une direction d’école doit suspendre un élève s’il ou elle croit que l’élève s’est livré à une des activités suivantes à l’école, à une activité liée à l’école ou dans d’autres circonstances où exerce l’activité aura un impact sur le climat scolaire...</p> <p>7.1 Pratiquer l’intimidation, si les circonstances suivantes sont réunies :</p> |

| | | |
|--|---|--|
| | | <p>i. l'élève a déjà été suspendu pour avoir pratiqué l'intimidation,</p> <p>ii. la présence continue de l'élève dans l'école représente un risque inacceptable pour la sécurité d'une autre personne.</p> <p>7.2 Se livrer à une autre activité visée au paragraphe 306 (1) qui est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur des facteurs tels que la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, la déficience mentale ou physique, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle.</p> |
| Article 10.1 – Rapport des suspensions et renvois au ministre | | |
| 10.1 | La <i>Loi</i> est modifiée par <u>adjonction</u> de l'article suivant : | <p>RAPPORT : SUSPENSIONS ET RENVOIS</p> <p>Obligation pour le conseil de présenter un rapport</p> <p>314.5 (1) Chaque conseil doit présenter au ministre des rapports annuels, conformément aux politiques ou lignes directrices établies en vertu du paragraphe 301 (7.3), traitant des suspensions et des renvois.</p> <p>Obligation pour le ministre d'afficher les renseignements</p> <p>(2) Après avoir reçu les rapports exigés par le paragraphe (1), le ministre affiche, sur le site Web du ministère, les renseignements sur le nombre de suspensions et de renvois déclarés.</p> |
| Article 11 – Entrée en vigueur | | |
| 11 (1) | Entrée en vigueur | Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012 . |
| 11 (2) | Entrée en vigueur | L'article 7 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale. |
| Article 12 – Titre abrégé | | |
| 12 | Titre abrégé | Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 2012 pour des écoles tolérantes</i> . |